

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

LA MALADIE DE L'EUROPE S'APPELLE YALTA

de Roberto Cestelli

L'Europe politique actuelle est le fruit d'un accouchement monstrueux de deux parents qui se détestaient et se détestent encore.

USA et URSS, les deux colosses vainqueurs, simulèrent à Yalta un accord pacifique et rejetèrent toute leur haine sur leurs enfants européens; ceux-ci, divisés en camps adverses, sont restés écrasés sous le poids excessif de leurs parents qui ont continuellement alimenté en eux un soupçon réciproque incessant, provoquant ainsi un préjudice réciproque constant.

C'est ainsi que l'Europe, qui croit pouvoir être définie dans des termes extrêmement complexes de culture, d'art, d'histoire, de traditions et de philosophie n'est, en réalité, qu'une entité souffrant d'une maladie invisible qu'elle a contractée à Yalta, le lieu néfaste de sa naissance.

Seule l'union pacifique des peuples qui la composent pourrait la soustraire à la tutelle inquiétante de parents si destructeurs et, par suite, la guérir des maux qui l'affligent et de ceux, encore plus graves, qui la menacent.

Il n'est guère facile d'identifier, entre les deux superpuissances, celles qui ont joué, respectivement, les rôles de «père» et de «mère» dans cette horrible conception.

On pourrait peut-être, en examinant le problème sous un profil sociologique, soutenir qu'initialement les Etats-Unis ont été, pour l'Europe occidentale, «une mère nourricière» (celle qui a conçu le plan Marshall et créé la société du bien-être) et sont devenus, par la suite, «la mère avare» qui administre l'inflation, les difficultés économiques et, donc, la crise et la pénurie.

Par contre, pour l'Europe orientale (et, par retombées, également pour l'Europe occidentale) l'URSS s'est composé, initialement, le visage du «père sévère» qui promettait une société juste, sévère et efficace, mais qui s'est révélé, par la suite, et devant les faits, n'être qu'un «père injuste», rustre et surtout incapable.

Ce n'est qu'en désacralisant ses parents que l'Europe (orientale et occidentale) pourrait guérir, devenir adulte et assumer sa propre personnalité.

Les peuples européens, enfants trahis,

doivent fonder une société nouvelle à opposer aux deux modèles patriarcaux en décadence; il est indispensable que ce nouveau modèle soit réellement une solution unique de remplacement, si ces peuples ne veulent pas rester éternellement soumis à des systèmes en voie de régression.

L'INVOLUTION DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Pour comprendre la dégénérescence qui s'est effectuée dans la figure du «père», qu'a prise l'URSS, il ne suffit pas de se limiter à un examen historique des idéologies et des faits sociaux qui la provoquèrent, mais il convient de procéder, également, à l'interprétation de la «psycho-histoire», c'est-à-dire de l'histoire des structures psychiques qui ont conduit à la maturation de ces idéologies et, comme conséquence, au déroulement des faits qui ont marqué les étapes de la dégénérescence du système et la chute de l'idole (Staline) qui avait été le réalisateur du système.

La Révolution d'Octobre, qui est l'entreprise de laquelle évolue tout le charisme dont a joui l'URSS, a subi un processus d'involution à la suite de trois erreurs psychologiques qui se sont produites à trois niveaux différents.

La première a été de croire que la dictature du prolétariat constitue la voie la plus rapide pour parvenir à la démocratie pure.

Ce fut là une erreur de formulation sur le plan idéologique dont le principal responsable fut incontestablement Lénine qui ne se rendit pas compte qu'il ouvrait une «voie express» qui conduisait le Parti-Etat vers la dictature la plus absolue en supprimant toute liberté.

La deuxième a été une erreur au niveau socio-économique. La division, apparemment fraternelle et égalitaire, entre celui qui dirige et celui qui exécute, n'a eu pour conséquence que de remplacer, au sein de la société soviétique, la vieille classe par de nouvelles hiérarchies.

La noblesse a été remplacée par la *Nomenklatura* et la propriété privée par une injuste privatisation du pouvoir.

La troisième erreur a été de niveau psychologique: estimer que l'autorité du Parti n'aurait pas constitué un rôle de pouvoir en créant, par contre, un rôle de

subordination.

En URSS, le Parti domine la vie du pays et l'antique soumission du peuple au Petit Père, le Czar, a été substituée par un assujettissement complet vis-à-vis du Grand Père, comme à été appelé le dictateur Staline.

En partant de l'ensemble de ces trois erreurs, la plus grande révolution égalitaire de l'Histoire a été transformée dans le système autoritaire le plus rigoureux qui ait jamais existé.

Et la situation n'a pas changé là où le Communisme a été exporté et pratiquement imposé.

EN POLOGNE: LE PARTI CONTRE LE PEUPLE

Les nouvelles dramatiques qui filtrent, alors que nous écrivons ces lignes, à travers la censure imposée en Pologne, désormais en état de siège, dévoilent d'une façon indiscutable la véritable visage du communisme.

A Varsovie, un parti communiste au pouvoir est privé du consensus populaire et s'affronte avec l'opposition des masses de travailleurs groupées au sein d'un syndicat libre et comptant pas moins de dix millions d'inscrits.

Sur une imposition évidente du Kremlin, le gouvernement communiste polonais a choisi, dans cet affrontement, la voie de l'épreuve de force et proclamé l'état de siège et, misant sur sa propre armée - et ce serait, peut-être, la seule excuse valable - a «*envahi*» la Pologne avec sa propre armée pour empêcher «une invasion fraternelle» certainement bien plus sanglante.

La dictature militariste et communiste commencée par le gouvernement de Varsovie est le dernier retranchement d'un système qui n'est ni senti ni suivi par le peuple; c'est une épreuve de force qui, en réalité, est un signe de faiblesse et du peu de poids que possède le parti communiste dans le pays.

L'approbation du Kremlin est le signe, si toutefois il y avait besoin de signes, que le soutien de l'Union soviétique est le seul atout dont dispose le régime communiste pour rester au pouvoir; mais c'est également le motif de l'impopularité extrême du régime aux yeux des Polonais.

La crise du communisme en Pologne retire, peu à peu, toute crédibilité aux partis

communistes de l'Europe occidentale.

M. Marchais se tait, embarrassé; à Madrid, Carrillo tente de sauver son parti en faisant jouer le nationalisme; à Rome, les responsables du PCI se sont réunis en hâte pour rédiger un communiqué qui réaffirme que «*la démocratie et le socialisme doivent être considérés comme indissolubles*».

En regardant les yeux de Mongole du camarade Pajetta, qui illustre ce communiqué au cours d'une rapide interview télévisée, nous pensions spontanément que les événements de Pologne, et les précédents d'Afghanistan, de Tchécoslovaquie et de Hongrie, et la contestation elle-même en URSS, démontrent que la coexistence entre la démocratie et le socialisme, là où il est au pouvoir, est toujours impossible.

LES USA: UNE CIVILISATION EXTRA-EUROPEENNE

Pour que les idées des Européens soient bien claires, il est indispensable d'analyser également l'autre «*géniteur*» de l'Europe née à la suite des accords de Yalta: les USA, cette «*mère*» qui est née comme «*filles*» du vieux continent et qui a, par la suite, engendré sa propre civilisation qui s'est peu à peu détachée de la civilisation européenne dont elle a absorbé tous les éléments de base, en raison de l'espace où elle s'est développée et des conditions socio-économiques et politiques particulières qui l'ont influencée.

Les USA ont été un gigantesque creuset à l'intérieur duquel les principes des nationalités et des traditions propres aux pays européens - qui ont fourni les souches de sa population - ont été partiellement volatilisés, partiellement fondus et en grande partie englobés ou écrasés par la matrice anglo-saxonne qui a prévalu sur toutes les autres.

La civilisation qui s'est développée aux USA est, aujourd'hui, incontestablement une civilisation industrielle de caractère occidental particulièrement avancée, mais ce n'est pas une civilisation européenne.

Pour comprendre la différence et, comme conséquence, sa place dans le contexte mondial, il ne faut pas oublier la tradition idéologique et politique qui est à l'origine.

Sa matrice provient de la Nouvelle-Angleterre où avaient débarqué, au XVII^e siècle, les «*Pères Pèlerins*» pour créer, outre-

Atlantique, une «*Nouvelle Jérusalem*» où les valeurs éthico-religieuses, dont le vieux monde avait perdu le sens, auraient pu retrouver une nouvelle vigueur.

Leur intention était de les réimplanter, une fois régénérées, en Europe où elles avaient été conçues.

Sur une philosophie si puritaine, une idée-lymphe qui fuit un monde malade dans un monde nouveau, pour couler de nouveau là où elle est née, vient se greffer, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, le libéralisme européen.

Déjà secoués par les frémissements de la Révolution française et, ensuite, par ceux bien plus profonds de la Guerre de Sécession, les USA transforment, en l'absorbant, le libéralisme européen en un mercantilisme qui, très rapidement, va au-delà du domaine économique pour entrer dans les moeurs et devenir la mesure du niveau social.

C'est à cette époque, entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, que la civilisation USA se détache de celle de l'Europe.

Alors que dans le vieux continent la valeur de l'homme est encore liée, du moins partiellement, à ses valeurs morales (l'estime publique), aux Etats-Unis, l'individu est mesuré en termes de richesse ou, tout au moins, de capacité de gain. Il se forme donc là-bas une société strictement commerçante dominée par les forces économiques qui influencent le développement qui s'accélère toujours plus, en gèrent la politique interne et qui dominent, également, la politique étrangère.

Les USA deviennent les champions du capitalisme, plus souvent largement libéraliste, mais avec des pointes protectionnistes, voire assistantielles.

L'influence sur la vie publique et politique du pays des empires financiers et industriels qui se sont créés au cours des premières décennies du XX^e siècle, est partiellement freinée par la loi antitrust à laquelle fait suite l'apparition d'entreprises multinationales colossales qui échappent à ces mesures limitatives.

Les USA sont désormais orientés vers une forme d'impérialisme économique qui s'accroît à la fin de la Seconde Guerre mondiale, de laquelle son appareil industriel est sorti considérablement renforcé.

Alors que les empires coloniaux européens s'écroulent, les Etats-Unis

découvrent une seconde forme de colonisation: celle de la domination économique qui se développe par le biais des multinationales.

L'URSS, elle aussi, jette, à la même époque, les bases de son empire sur les pays de l'Europe de l'Est. Il s'agit, là également, d'une forme de colonialisme, d'autant plus odieuse qu'elle est imposée et maintenue par la force sur des peuples d'une civilisation antique et avancée.

L'EUROPE: UNE PUISSANCE QUI NE VEUT PAS NAITRE

Il est nécessaire de mettre en relief, dans notre analyse, l'existence d'une tendance erronée, universellement répandue, d'identifier les USA avec l'Amérique.

Le continent américain se compose de deux sous-continent: l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud et d'une zone intermédiaire, l'Amérique centrale, constituée d'une mince bande qui, tel un cordon ombilical, relie les deux sous-continent.

Les USA n'occupent environ qu'un tiers du territoire qui constitue la partie septentrionale du continent américain, pour le reste occupé au nord par le Canada et, au sud, par le Mexique, un pays en voie de développement qui marque le début de cette Amérique latine de langue ibérique qui s'étend, également, sur toute la partie centrale et la moitié méridionale du nouveau continent.

Les USA ne sont donc pas l'Amérique, mais seulement une union de petits Etats

américains qui constituent, dans leur ensemble, un grand pays et la première puissance industrielle du monde.

La première, mais uniquement tant que dans le vieux continent les pays qui le composent ne se décideront pas à baisser la garde de leurs égoïsmes nationalistes pour s'unir en une Confédération Européenne ou, mieux encore, pour créer les Etats-Unis d'Europe.

Est-ce que les Européens arriveront à se rendre compte qu'une Europe unie constituerait un bloc formidable de 360 millions d'habitants - bien plus que les USA (223 millions) et que l'URSS (267 millions) - avec une capacité industrielle et technologique supérieure à celle des deux superpuissances, avec une tradition et un patrimoine de culture et d'histoire qui la placent sur un plan qu'aucun autre peuple ne pourra espérer atteindre pour un millénaire au moins.

Dans un monde où les problèmes économiques et politiques s'entremêlent, où la propagande habilement orchestrée provoque, sur commande, des émotions et manœuvre les peurs, l'Europe égarée ne sait ni se retrouver elle-même, ni donner aux problèmes les justes proportions.

Elle regarde les deux superpuissances avec suspicion, respect et crainte et, incapable de se tenir sur ses jambes, elle laisse que ce soit les autres qui décident de son destin.

R. C.

L'Europe - fédérée ou confédérée - devra abolir les frontières politiques et leurs barrières douanières, unifier la monnaie, assurer la complète liberté de circulation des marchandises, des capitaux et des personnes. Il ne s'agit donc plus d'un problème des libérations progressives, mais d'un problème de politique commerciale des échanges extra-européens d'une part, et d'un problème de politique économique intercontinentale d'autre part, afin d'assurer des possibilités équitables de développement et de vie à tous les peuples européens, y compris les pays moins développés, soit en raison des vicissitudes historiques passées et présentes, soit parce qu'ils se sont spécialisés dans des activités économiques moins productives.

J.C. Dragan
(«Au service de l'Europe»)

BREJNEV A BONN

de Christian Schmidt-Häuer

C'est la troisième fois que Léonide Brejnev se rend en Allemagne fédérale en l'espace de dix ans. Il y alla en 1973 en visionnaire, en triomphateur qui invitait les Allemands, finalement convaincus de la doctrine de l'existence de deux Etats germaniques, à des excursions en Sibérie pour mettre sur pied des affaires en or de la durée de plusieurs générations. En 1978, à sa deuxième visite, le Secrétaire général, déjà physiquement affaibli, cherchait un soutien pour sa Westpolitik vacillante. Et maintenant, en novembre 1981, Bonn est la première capitale occidentale à recevoir une visite de Brejnev après les événements d'Afghanistan.

La visite soviétique, sous certains aspects, comporte des objectifs qui vont au-delà de Bonn et qui visent l'opinion publique, les gouvernements et les mouvements pacifistes occidentaux. Le vieux chef d'Etat et du parti soviétique est disposé à affronter les grandes fatigues du voyage, même lors d'une saison défavorable. Cette entreprise tellement vantée dépose-t-elle en faveur ou en défaveur de la force de l'Union soviétique? Et à quoi la République fédérale doit-elle tant d'honneur? à son poids, fermement ancré dans le monde occidental, ou aux espoirs de Moscou de voir Bonn s'éloigner du monde occidental?

La République fédérale est le pays qui serait le pivot des missiles à moyenne portée à tête nucléaire prévus par l'Otan en cas de faillite des pourparlers. Mais Bonn a été également poussé vers une position particulière en raison du comportement évasif



de Reagan.

Plus les déclarations abstruses et contradictoires de la Maison Blanche, du Département d'Etat et du Pentagone surprennent les Européens, plus les partenaires de l'Otan à Bruxelles attendent les jugements et les décisions du gouvernement fédéral. Et dans la discussion militaire entre les superpuissances, également, le gouvernement fédéral a joué un rôle inattendu et dicté par la longue abstinence de Washington.

Maintenant, l'Union soviétique renoue avec la tradition en faisant la cour à ce partenaire si important tant pour l'une que pour l'autre puissance mondiale. Bonn doit se détacher de l'Amérique, c'est ce que souhaite le Kremlin, pour que l'Union soviétique se rapproche des Etats-Unis. La contradiction est tellement évidente qu'elle laisse suffisamment d'espace pour des activités raisonnables. Mais depuis des mois, les centres de formation d'opinion ont créé, en R.F.A., une hystérie artificielle. Certains tremblent et craignent pour l'Alliance occidentale qu'ils voient mise en danger dès la demande de paix et de sécurité. La guerre froide - c'est ainsi que s'est exprimé, avec mélancolie, le Frankfurter Allgemeine - permettait encore à la population le passage de la compréhension des mots aux pensées et aux actions correspondantes.

Bonn a cependant tiré tellement d'avantages de la politique de détente qu'elle doit s'assumer des responsabilités qui ne lui permettent pas des attitudes univoques. Il n'y a pas tellement longtemps - treize ans à peine ont passé - l'attitude de refus de Bonn à l'égard de la D.D.R. menaçait d'isoler la République fédérale dans un monde occidental qui, au contraire, était orienté vers la détente. Et il y a quelques années, à peine, c'était justement Helmut Schmidt qui rappelait aux Etats-Unis de ne pas se bercer de rêves excessivement ingénus de détente. En 1971, Helmut Schmidt regrettait, dans son discours prononcé à Munich, que les Américains aient réduit le bilan de la Défense et avaient substitué le recrutement obligatoire par une armée de volontaires. Le rôle de Bonn s'accrût avec les déceptions venant des Américains et avec les feintes des Soviétiques qui exploitaient inexorablement toutes les faiblesses de Washington, mais qui se trouvaient pris dans les engrenages dangereux du contraste entre leurs intérêts régionaux et les intérêts globaux. Le traité de

Moscou de 1970 démontrait sa résistance aux épreuves de charge. Berlin n'a plus été concerné des nouveaux foyers de crise. L'influence modératrice de Bonn sur les événements internationaux atteignait son point culminant en 1980. Le voyage à Moscou de Helmut Schmidt faisait reprendre les contacts verbaux entre les deux superpuissances; la délibération sur une double voie qui avait été, jusqu'alors, un obstacle qui avait barré la route, devint le premier, pour ne pas dire le seul levier des pourparlers. Et de ce point de vue ce qu'a déclaré récemment le conseiller pour la sécurité du président Reagan ne peut pas être valable pour la République fédérale et pour ses relations avec Moscou. La politique de détente - a déclaré Richard Allen - a été une faillite complète. De tels éloges funèbres confirment malheureusement aux Européens le jugement donné récemment par le journaliste américain William Pfaff dans le Herald Tribune: «Actuellement, l'Otan court plus de dangers à cause de Washington et non de Moscou».

Comment le rôle de Bonn est-il interprété par Moscou? Contrairement à l'Amérique, l'Union soviétique n'a pas d'interlocuteurs parmi ses alliés. Dans le monde occidental, Moscou a perdu presque tous les fils du discours. Seuls Schmidt et Genscher, les politiciens ayant le plus d'ancienneté de service dans notre hémisphère, sont restés les uniques interlocuteurs. Bien qu'ils semblent vacillants sur le plan politique, Moscou se comporte comme si les relations avec la coalition gouvernementale de Bonn étaient un modèle durable même pour les périodes difficiles.

Ce jugement signifierait-il que le Kremlin accorde le maximum de priorité à soustraire la République fédérale de la sphère d'influence occidentale? Quelques données déposent en faveur de cette hypothèse. En pratiquant le réarmement et le colonialisme tardif de l'Angola à l'Afghanistan, l'Union soviétique a contribué à faire en sorte que le vieux système de relations avec le monde occidental soit complètement détruit. Les dirigeants du Kremlin ne peuvent pratiquement plus, aujourd'hui, calculer les risques de leur politique. Si Moscou devait miser, maintenant, uniquement sur les mouvements pacifistes et sur l'assouplissement de la République fédérale, le fossé de séparation de l'Amérique devien-

drait encore plus large et l'équilibre serait définitivement bouleversé.

Mais les Soviétiques continuent à accorder plus de crédit aux Américains qu'aux Européens, ont besoin de leur blé et craignent la capacité impressionnante de renouveau des forces armées américaines.

Exploiter cet intérêt soviétique en faveur, également, du contrôle des armements et stimuler inlassablement les deux superpuissances pour la modération est la tâche difficile de Bonn. La visite de Brejnev offre une occasion dans ce sens. Le chancelier fédéral doit préciser au groupe soviétique qu'il y a eu, aux Etats-Unis, un processus d'inversion entre la politique et la propagande semblable à celui qui s'est effectué en Union soviétique et que, dans les deux pays, la politique est déterminée par la propagande. Ceci confond et entrave le processus d'apprentissage en Amérique qui, malgré tous les actes de forces verbales, est en cours et est reconnaissable. Helmut Schmidt démontrera à son interlocuteur soviétique, par le biais de son expérience personnelle, que le président Reagan sait et peut écouter, que quelques-uns des principaux responsables de son administration peuvent être convaincus par des raisonnements.

Le chancelier devra faire comprendre à son hôte soviétique qu'eux deux n'ont plus guère de temps pour sauver le contrôle des armements de la faillite définitive. Tenant compte des négociations qui commenceront d'ici sept jours à Genève sur les missiles à moyenne portée, Helmut Schmidt devra demander à Moscou une prise de position nette valable jusqu'à l'été 1983, sinon l'installation des Pershing II et des missiles de croisière deviendrait impossible à arrêter. L'éviter dépendrait, de toute façon, d'une réduction draconienne des missiles soviétiques SS 20. Et aucune initiative - outre les pourparlers de Genève - c'est ce que fera comprendre le chancelier fédéral à son hôte - ne pourra freiner le processus de modernisation des armements occidentaux.

Moscou prendra-t-il tout ceci au sérieux? Le Kremlin sera disposé à accepter des compromis militaires si Washington réagira politiquement et reconnaîtra, de nouveau, les principes fondamentaux du dialogue et de la parité. Dans le cas contraire, les pourparlers de Genève n'atteindront pas des résultats importants, pas même en 1983. La modernisation des

armements pourra difficilement commencer avant 1984, parce que les expériences pratiques du missile de croisière sont déjà en retard.

Les premiers missiles de ce type devront être installés en Grande-Bretagne; mais les résistances et les oppositions augmentent sans cesse. En 1984, des élections se dérouleront en Grande-Bretagne, tout comme en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis - et, là aussi, le mouvement pacifiste est en train de gagner du terrain.

Les plans de modernisation pourraient frapper encore plus sensiblement l'Union soviétique si cette dernière devait offrir maintenant, à Bonn, un moratoire pour l'installation de missiles à moyenne portée et un retrait unilatéral d'une partie de ses SS 20. Mais des concessions anticipées de cette entité ne sont pas dans le style de Moscou, et encore moins à l'approche des négociations de Genève. La valeur de la rencontre de Bonn ne pourra pas être mesurée sur les paroles du communiqué officiel.

Ni même le gros échange de gaz et de tubes, qu'Helmut Schmidt a dû défendre jusqu'au bout contre les oppositions américaines, ne fait prévoir une répétition des vieilles visions de Brejnev qu'il avait énoncées à Bonn en 1973. La coopération économique reste une partie intégrante de la politique de sécurité. S'il ne sera pas possible d'atteindre en Europe l'équilibre militaire sur une base très basse, il n'y aura même pas, non plus, la grande vague d'investissements dont a besoin Moscou pour assurer, à long terme, l'approvisionnement énergétique épuisé, grâce à la technique occidentale.

Peu avant la visite de Brejnev, le scandale du sous-marin, qui diminue énormément l'intérêt scandinave pour une zone sans armes nucléaires, a démontré que sans un plus grand degré de modération, Moscou aura de bien faibles possibilités, en Europe, d'appliquer sa politique. Mais sans de solides contacts entre Bonn et le Kremlin, l'Europe ne serait pas en mesure de sauvegarder les avantages de la politique de détente.

C. S.H.

(Die Zeit, 20 novembre 1981)

EUROPE POLITIQUE D'ABORD!

de Hans-Dietrich Genscher

La Communauté européenne se trouve à l'heure actuelle dans la situation économique la plus difficile qu'elle ait jamais connue: le produit national réel baisse, cette année, d'environ 0,5 pour cent; l'inflation passe à environ 11,5 pour cent; dès le mois de juillet, le nombre de chômeurs atteignait le niveau de 9 millions et il continue d'augmenter. Sur ces 9 millions de chômeurs, 4 millions sont des jeunes de moins de 25 ans. Sur le plan du commerce extérieur, la Communauté a enregistré en 1980 un déficit de près de 120 milliards de DM. Vis-à-vis des principaux concurrents industriels, les Etats-Unis et le Japon, le déficit a été respectivement de 45 et de 20 milliards de DM.

Nos pays ne peuvent répondre qu'en commun à ce lourd défi économique.

... Néanmoins, nous ne devons pas concentrer nos efforts sur les seules questions économiques. *Nous devons au contraire tourner nos yeux vers le grand objectif de l'unification politique de l'Europe.* Car c'est précisément dans cet objectif que nous puiserons la force d'agir solidairement, la force de prendre également dans les questions économiques des décisions qui ne constituent pas du rafistolage, mais représentent de véritables solutions d'avenir, par conséquent des décisions qui ne resteront pas embourbées dans un égoïsme national dont nul n'est exempt - mon pays pas plus que d'autres - mais qui, dans un élan dynamique, nous permettront de sortir de la crise et de la surmonter.

... *L'espoir largement répandu de voir des contraintes économiques provoquer automatiquement l'Union politique s'avère illusoire.* L'Europe ne naît pas au niveau technocratique, elle exige que nous agissions. Les contraintes économiques sont plus fortes que jamais. Les discussions difficiles

sur les prix agricoles et les excédents, sur la pêche, sur les soldes nets et les subventions nationales risquent de faire perdre à la Communauté européenne l'engagement, voire l'approbation des citoyens.

Il est donc grand temps de procéder à une réflexion politique. Le grand objectif de l'unification politique, de l'Union européenne, doit revenir au centre de la discussion dans les institutions et l'opinion publique européennes.

... L'action européenne se fait à cinq niveaux essentiels: la Communauté économique de Bruxelles, la Coopération politique européenne, le Conseil européen, le Parlement européen et la Cour européenne de Justice.

L'Acte européen a pour but de créer un cadre d'ensemble pour les cinq grands domaines institutionnels de la coopération.

... Un Parlement fort est un moteur d'unification européenne et un centre de prise de conscience pour l'Europe.

... Un objectif important est celui d'améliorer les processus de décision européens. Nous plaçons notamment pour que, au sein des Conseils des ministres, la décision majoritaire prévue par les traités redevienne la règle dans la pratique et *la référence à des «intérêts vitaux» l'exception.*

... Il faut donner des impulsions en vue d'étendre la coopération européenne à d'autres domaines essentiels.

Les questions de la politique de sécurité devraient aussi être incluses dans la coopération de politique étrangère. La voix de l'Europe doit se faire entendre plus clairement ces jours-ci.

Nous estimons indispensable d'inclure dans la politique étrangère commune qui se concrétise progressivement *les dimensions politique et économique de la sécurité européenne.* Cela comprend:

- l'analyse commune des dangers qui existent à l'échelon mondial et régional pour la sécurité de la Communauté;
- l'amélioration de la capacité des Dix à réagir en concertation avec d'autres, comme l'exige l'intérêt commun, aux crises qui se produisent dans le monde;
- enfin et surtout: le développement d'une politique d'initiative des Dix à l'échelon paneuropéen qui, malgré la division de notre continent, aboutisse par le dialogue et la coopération, par la confiance, par le contrôle de l'armement et par le désarmement, à une stabilité convenue sur la base d'un équilibre des forces et enfin à un ordre de paix européen pour lequel elle devra développer les dimensions politique et économique.
- Pour nous, l'Europe ne s'arrête pas aux frontières de la Communauté ni à celles des Etats du Conseil de l'Europe. L'Europe, c'est le destin de tous les peuples européens. Cette Europe, nous devons - par-delà les frontières idéologiques - la concevoir comme la grande tâche de paix. L'adhésion ardente de la jeune génération, et pas seulement de celle-ci, à la paix est un signe de l'identité européenne qui croît indépendamment des systèmes politiques, même si cette adhésion peut s'exprimer plus distinctement dans les démocraties européennes que dans d'autres Etats de notre continent.

Une pénétration de la politique étrangère des Etats de la Communauté européenne dans le domaines de la politique de sécurité doit s'accompagner d'une coopération étroite et confiante avec les démocraties d'Amérique du Nord auxquelles nous sommes liés dans le cadre de l'Alliance atlantique en une libre communauté de valeurs et de destin.

Le discours que le Président Reagan a tenu hier constitue une adhésion impressionnante du président américain à la communauté de valeurs et de destin de l'alliance atlantique. Le Président Reagan a souligné expressément la volonté de paix et de négociations des Etats-Unis et fait des pro-

positions concrètes de désarmement et de coopération que nous appuyons pleinement. C'est la une chance de parvenir à des accords réalistes en vue de la sauvegarde de la paix. L'Union Soviétique devrait prendre ces propositions au sérieux et y répondre d'une manière positive. (x)

Le second domaine qu'il faut adjoindre à la coopération européenne est celui de la culture. Faire apparaître la culture européenne aux yeux des citoyens des pays membres par une coopération culturelle étroite et systématique est une tâche qui peut contribuer essentiellement à renforcer la prise de conscience de l'identité européenne et, par là, la solidarité de l'Europe. Nous devrions enfin mettre en pratique l'idée d'une Fondation européenne.

Le troisième domaine, l'harmonisation et l'uniformisation d'autres secteurs de la législation des Etats membres, a pour but de renforcer la conscience commune du droit. Cette coopération sur le plan de la justice au sein du Conseil des Ministres de la Justice des Etats membres revêt une importance particulière en raison de la force d'intégration d'un espace juridique européen uniforme.

Le quatrième domaine où nous sommes invités à faire du nouveau est, enfin, une coopération européenne dans les questions de la sécurité intérieure et, notamment, la lutte contre la criminalité internationale et le terrorisme.

Si cette coopération nous permettait d'accomplir des progrès suffisants, cela nous rapprocherait en même temps d'un objectif important: faire disparaître le contrôle aux frontières dans la circulation des personnes. Rien ne rendrait l'Europe plus manifeste et plus sensible dans la vie quotidienne des citoyens qu'une telle «suppression» des frontières.

... Nous n'avons pas cherché à combler nos désirs, mais nous nous sommes efforcés de formuler des buts réalisables. Certains échecs du passé nous ont appris que l'unification ne peut être obtenue que pas à pas dans un processus continu et toute tentative prématurée de faire un grand bond risquerait plutôt de nous rejeter en arrière.

Actuellement, en cette heure critique,

(x) Quelques jours plus tard, le 25 novembre, le secrétaire général du Parti communiste russe, Leonid Brejnev répétait pourtant son «niets» catégorique lors de sa visite d'Etat à Bonn.

ce qu'il faut à l'Europe, c'est relancer le processus d'unification politique.

Après la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale est née une nouvelle Europe qui s'est donné d'abord pour cadre le *Conseil de l'Europe*. L'importance de cette Communauté, la plus ancienne, des pays démocratiques d'Europe n'a pas changé jusqu'à ce jour; le Conseil de l'Europe est le forum le plus large de l'Europe démocratique, le gardien des valeurs humanitaires, de l'Etat de droit et des droits de l'homme.

A nos yeux, le Conseil de l'Europe constitue le trait d'union entre les démocraties européennes qui ne peuvent ou ne veulent pas participer à l'oeuvre d'unification des Etats de la Communauté européenne et la Communauté des Dix qui s'organise sur le plan économique et politique. Le groupement politique de l'Europe des Dix en une Union européenne devrait

s'accompagner d'une intensification du rôle du Conseil de l'Europe. L'Europe démocratique ne peut que gagner à une telle coopération.

... Cette Europe préconise la paix et le règlement pacifique des conflits. Elle préconise l'autodétermination de tous les peuples et l'indépendance de tous les Etats. Elle préconise, à l'échelon mondial, la mise en oeuvre des droits de l'homme, des droits de liberté politique aussi bien que des droits sociaux et culturels. Elle préconise une coopération régionale à égalité de droit et donne elle-même l'exemple de cette coopération. Et elle préconise le développement d'un ordre mondial d'Etats partenaires qui, conscients de leur indépendance, coopèrent dans la paix et la sécurité à égalité de droit et dans un esprit de solidarité.

Mais ce n'est qu'en s'unissant que l'Europe aura la force de faire valoir efficacement ces objectifs et ces valeurs.

(extraits d'un discours que le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne Fédérale a prononcé le 18 novembre à Strasbourg)

La dernière publication du CERI:

Le CERI ou *Centre pour la Recherche et l'Innovation dans l'Enseignement* a été créé en 1968 par le Conseil de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques), grâce à des dons de la Fondation Ford et du Groupe Royal Dutch Shell. Ses activités ont été reconduites jusqu'en 1982.

Ses objectifs essentiels sont les suivants: encourager et soutenir (y compris par des actions directes):

- le développement des *activités de recherche* en matière d'éducation;
- les *expériences pilotes* en vue d'introduire les innovations dans l'enseignement;
- la *coopération entre les pays membres* en ces matières.

Il exerce ses activités conformément aux décisions du Conseil de l'Organisation, sous l'autorité du Secrétaire Général et le contrôle d'un Comité d'experts nationaux.

Il vient de publier *Enfants et Société: vers une réforme de l'éducation préscolaire*: série d'études sur les garderies d'enfants, l'intégration des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'action sociale en ce domaine, une politique sociale pour l'enfance, l'éducation des parents et la formation du personnel, etc.

OCDE 1981 - 249 p. - en vente au Bureau des publications de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, F 75775 Paris Cedex 16, ou chez les depositaires au niveau national.

LA FRANCE SOCIALISTE, 3 MOIS APRES...

de Paul van Oye - Michel Groguz

En dehors des critiques quasi-électorales des personnes politiques de l'ancienne majorité, des critiques de ceux qui semblent être sur la terre pour juger toujours négativement ce que font les autres, sans vouloir eux-mêmes prendre la moindre responsabilité, des critiques émanant de personnes qui dans la naïveté de leur ignorance croyaient que le changement de gouvernement allait changer l'économie du jour au lendemain, et de ceux pour qui tout changement porte directement tort, il est intéressant, actuellement d'analyser les causes du changement de gouvernement et ce que l'on peut en attendre.

LES CAUSES DU CHANGEMENT

Il y a d'abord la situation économique médiocre que connaissent du reste tous les pays capitalistes, sauf l'un ou l'autre, avec son cortège de fermeture d'usines, l'augmen-

tation grave du chômage et une inflation grandissante. De sorte que le pouvoir d'achat de bien des Français s'amenuisait. Dans ces conditions une politique un peu trop molle de légère austérité n'a pas pu redonner confiance à de nombreux citoyens. Aucun des grands problèmes qui intéressent le peuple ne semblaient devoir être résolus dans le proche avenir.

De plus, la longueur du mandat présidentiel qui dans la nouvelle Constitution est fixé à sept ans pouvait apparaître comme incompatible avec les modifications nécessaires dans un monde en crise et en pleine transformation. Il ne faut pas oublier que nous vivons présentement une grave crise mondiale, qui est en somme une remise en cause de tout un équilibre mis en place par les pays riches, qui sont pratiquement tous des pays capitalistes.

Et 25 ans de pouvoir quasi absolu de la «Droite» pouvait paraître à beaucoup com-



me le signe d'une stagnation, d'une sclérose du pouvoir. En politique, comme dans tous les domaines, le changement est souvent indispensable au progrès et on peut même dire, que le progrès se réalise par le changement.

Enfin, il faut relever les erreurs de la propagande électorale. Il n'y a pas de meilleur moyen pour être battu, que de peindre le diable sur la muraille, et de se placer en sauveur de la nation, étant seul capable de résoudre favorablement les problèmes posés. Hors moi, point de salut, c'est la catastrophe!... C'est une attitude fort orgueilleuse et qui considère les opposants comme de parfaits incapables. Il ne faut pas oublier qu'une telle attitude avait déjà coûté le pouvoir au Général de Gaulle.

QUE FAUT-IL ATTENDRE DE LA NOUVELLE POLITIQUE

Il est bien entendu beaucoup trop tôt pour juger des réformes prévues par le Gouvernement socialiste; puisque, mis à part quelques dispositions déjà mises en application, les grandes modifications sont encore à l'étude.

Cependant sur le plan national, il y a déjà quelques progrès, plus particulièrement dans le domaine social. L'attitude des syndicats est incontestablement plus constructive, du moins pour le moment.

On peut d'autre part espérer que petit-à-petit des progrès économiques et sociaux seront réalisés pour le bien de la France et de tous les citoyens, ce qui devrait déboucher sur un climat de confiance, indispensable au redressement du pays sur le plan économique, aussi bien national, qu'international. Il

est indispensable que tous les individus prennent conscience enfin, que l'avenir est l'affaire de tous, *que notre avenir est notre affaire*. Sans la volonté de chacun d'œuvrer aussi pour le bien commun, aucune amélioration ne peut se réaliser. On ne répétera jamais assez cette vérité fondamentale de tout gouvernement démocratique. Les personnes qui ne veulent pas admettre cette évidence, veulent-elles donc voir apparaître une sévère dictature? On en est là, à chacun de choisir!

Enfin, sur le plan de l'Europe et de son évolution, je crois que l'on peut être assez satisfait: le nouveau gouvernement compte en effet plusieurs personnalités qui sont des européens capables, convaincus et qui, ayant eu des responsabilités sur le plan de la communauté, comprennent mieux que quiconque les évolutions non seulement souhaitables, mais indispensables de la CEE. Elles en ont, j'en suis sûr la volonté; reste à savoir si elles seront suivies par les autres membres du gouvernement, le Parlement et le peuple, qui hélas est encore trop ignorant de l'importance capitale, de la nécessité absolue de nous unir le plus rapidement possible et le plus solidement avec nos concitoyens européens, dans le but de défendre nos intérêts communs, nos droits acquis, notre bien être, notre civilisation, contre les offensives destructrices des «Grandes puissances».

Encore une fois: notre avenir est entre nos mains, l'Avenir est *notre affaire*, à nous de choisir, à nous de prendre *nos* responsabilités.

octobre 1981

CONSEIL FEDERAL DU MOUVEMENT EUROPEEN

Résolution

Le Conseil Fédéral du Mouvement Européen, réuni à Strasbourg le 31 octobre 1981

Fait ressortir la gravité de la situation économique, caractérisée par une stagnation

ou une récession généralisées et par un niveau de chômage extrêmement préoccupant, sans que pour autant soit freiné un processus inflationniste;

Déplore la faiblesse des Gouvernements

européens qui tient manifestement aux limites qu'ils rencontrent dans la tentative d'enrayer au niveau national une crise structurelle transnationale réduisant leurs possibilités d'intervention et exaspérant les tensions sociales de toute nature;

Constate qu'à cet état de choses correspond une détérioration constante de la situation internationale par la multiplication des foyers de tension qui rendent excessivement fragile l'équilibre politique actuel;

Souligne la complexité et l'interdépendance des défis auxquels les pays européens ont actuellement à faire face; le danger que l'attente d'une relance économique fondée sur la sécurité des approvisionnements énergétiques et sur une coopération accrue avec le Tiers-Monde soit déçue par le raidissement de l'opposition militaire entre les blocs; le risque d'un conflit nucléaire;

Dénonce l'insuffisance des réponses données jusqu'à présent à ces défis par les gouvernements et les institutions communautaires qui risquent de cacher sous l'expression de bonnes intentions un compromis budgétaire réalisé sur des bases purement comptables ainsi que la résorption des institutions de la Communauté à l'intérieur d'un système régi par les règles traditionnelles de la coopération intergouvernementale;

Regrette que la Commission et les gouvernements européens ne fassent pas progresser l'utilisation de l'ECU dans tous les rapports internes et externes et réaffirme qu'il est indispensable dans cette perspective de mettre en oeuvre à la date prévue le Fonds Monétaire Européen.

Reconnaît néanmoins que les dernières propositions de la Commission en exécution du mandat du 30 mai 1980 donnent une manière réponse à la situation, en particulier lorsqu'elle souligne la nécessité d'une approche globale de l'ensemble des problèmes politiques et économiques posés à la Communauté;

Déplore le retard de l'élargissement de la Communauté au Portugal et à l'Espagne et rappelle que la participation de ces pays renforcerait le développement politique et économique de la Communauté toute entière et contribuerait à conforter le régime démocratique dans ces pays dont l'opinion ne peut être que profondément déçue par les attermoissements de la Communauté;

Indique que l'action entreprise par le Parlement Européen à la suite du vote du 9 juillet dernier - concernant l'élaboration des propositions de modification des Traités communautaires à soumettre à la ratification des organes constitutionnels nationaux - constitue le terme réaliste de l'alternative par rapport à des procédures qui sont tout à fait incapables de résoudre les problèmes;

Fait appel au Conseil des Communautés pour qu'il s'acquitte pleinement de ses responsabilités d'organe communautaire en accueillant positivement les propositions du Parlement et de la Commission et en prenant d'urgence toutes les décisions que requiert l'intérêt politique général de la Communauté tant sur le plan interne que sur le plan externe;

Affirme que la sécurité de l'Europe ne peut être acquise uniquement par des mesures défensives, mais par une politique destinée à supprimer la menace qui pèse sur notre continent divisé, au moyen d'une coopération économique, politique et culturelle croissante et cherchant des politiques communes qui conduisent à un désarmement multilatéral;

Engage le Mouvement Européen à tout mettre en oeuvre pour mobiliser toujours davantage l'opinion publique en faveur d'un dessein d'une telle envergure, en canalisant les soucis que la sauvegarde de la paix suscite à l'heure actuelle vers la seule réponse qui ne soit pas vétilleuse: la mise en place progressive d'un Gouvernement Fédéral Européen, capable de prendre des responsabilités autonomes à l'égard de la sécurité commune.

A. SAKHAROV A GAGNE

de Bodo Schulte

Le cri d'Andreï Sakharov a été entendu; la grève de la faim observée par le physicien et sa femme Elena pendant plus de deux semaines a eu enfin l'effet escompté. Lisa Alexeïva, la belle-fille de l'académicien soviétique et prix Nobel de la paix, est autorisée à se rendre aux Etats-Unis où réside déjà son mari. Andreï et Elena Sakharov n'avaient donc plus aucune raison de poursuivre la grève de la faim qu'ils avaient entamé 18 jours auparavant. Le dissident soviétique particulièrement populaire dans le monde occidental a donc arraché le visa de sortie pour sa belle-fille. Son exemple montre clairement que l'on peut faire aboutir en Union soviétique une requête humanitaire en refusant de s'alimenter.

Il faut toutefois se garder de généraliser. Si les autorités soviétiques ont fini par céder, cela ne veut en aucun cas dire que le Kremlin accorde désormais aux valeurs humaines un rang plus élevé que par le passé. L'Union soviétique a bien plutôt été contrainte d'abandonner son inflexibilité au bénéfice d'une politique plus souple, parce que la mort d'Andreï Sakharov lui aurait valu une avalanche de protestations émanant du monde entier.

Autre raison du changement d'attitude des Soviétiques: l'affaire Sakharov a concentré l'intérêt de l'opinion publique mondiale sur la situation intérieure de l'empire rouge. A une époque où le Kremlin fait proclamer par ses émissaires aux quatre coins du monde combien l'Union soviétique est éprise de paix, libérale et progressiste, le refus d'accorder un visa de sortie à Lisa Alexeïva, sur lequel le physicien soviétique a attiré l'attention du monde occidental, allait à l'encontre des intentions propagandistes de Moscou.

C'est pourquoi le gouvernement soviétique a dû changer d'attitude. Chaque nouveau jour de grève de la faim, chaque nouvelle alimentation forcée auraient montré au monde la nature véritable des droits de l'homme en Union soviétique. Le Kremlin a cédé pour des raisons politiques.

C'est la politique, le souci de conserver une image pacifiste laborieusement mise en place, qui ont provoqué le revirement. Ce serait donc une erreur de voir dans ce changement d'attitude quelque chose comme l'humanisation du régime. Car le nombre des personnes qui ont demandé à quitter le pays, pour des raisons peut-être encore plus importantes que celles de Lisa Alexeïva, et qui sont finalement condamnées à rester, est incroyablement élevé.

Andreï Sakharov n'a pu obtenir pour sa belle fille des allègements humanitaires et la liberté que parce qu'il a fait preuve d'un grand courage personnel et qu'il a jeté son crédit international dans la balance. Il est donc permis de poser la question suivante: «Qui va lutter pour les autres, ceux qui n'ont pas de porte-parole aussi éminent?»

Les «autres» ne sont certes pas sans espoir. L'action de Sakharov, couronnée de succès, a atteint une dimension débordant largement le cadre de sa famille. Il est notoire que dans certains cas l'Union soviétique doit céder à une pression morale de l'extérieur. Il est aussi apparu que les dirigeants du Kremlin pouvaient facilement se tromper: ils avaient visiblement sous-estimé la ténacité d'Andreï Sakharov et la réaction de l'Ouest.

(*Nordwest Zeitung*, 10 décembre 1981)

LE CONSEIL DE L'EUROPE RENFORCE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE

A l'issue d'une Conférence ministérielle consacrée aux problèmes de la drogue, les Ministres de 12 Etats membres du Conseil de l'Europe se sont engagés à soutenir une coopération accrue pour lutter contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants et pour promouvoir le traitement et la réinsertion sociale des toxicomanes.

La Conférence, qui s'est tenue à Strasbourg les 12 et 13 novembre 1981, était placée sous la présidence de Madame Nicole Questiaux, Ministre de la Solidarité Nationale de la France, et de M. Joseph Franceschi, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Solidarité Nationale.

Lors de la réunion quatre thèmes ont été abordés, à savoir: l'évolution de l'abus des drogues en Europe; la coopération internationale dans la répression du trafic illicite; la prise en charge des toxicomanes lourds; et l'abus des médicaments psychotropes.

Les Ministres ont exprimé leur inquiétude devant l'abus croissant des drogues, notamment de l'héroïne et de la cocaïne. Ils ont constaté que les amphétamines et les solvants posaient un problème grandissant dans certains pays, les solvants présentant un danger réel pour des milliers de lycéens de plus en plus jeunes. La Conférence a également marqué sa préoccupation face à l'extension de l'utilisation des stupéfiants à de nouvelles couches de la population, la proportion de femmes toxicomanes ayant par exemple augmenté considérablement. Dans ce contexte, les Ministres ont souligné le rôle très important de la prévention.

En ce qui concerne le cannabis, après une large discussion, les Ministres ont réaffirmé qu'ils étaient opposés à toute tentative de légalisation du cannabis autre qu'à des fins thérapeutiques ou de recherche. Cependant, les Ministres ont décidé d'entreprendre un échange d'informations sur leur pratique en matière de répression de l'usage du cannabis. Cette attitude marque en définitive une approche nouvelle et plus nuancée d'une question qui reste au centre des préoccupations des divers Etats.

Pour lutter contre le trafic illicite des stupéfiants les Ministres veulent renforcer la coopération internationale à travers les conventions existantes.

Quant à la prise en charge des toxicomanes lourds, les Ministres ont souligné la nécessité de disposer d'un personnel particulièrement motivé avec une formation appropriée pouvant recevoir une assistance des professionnels des différents services ayant une expérience dans ce domaine.

Selon les Ministres une attention particulière doit être portée à une comparaison et à une évolution précise des programmes de traitement existants.

Pour ce qui concerne les médicaments psychotropes, les Ministres ont noté la préoccupation croissante de certains pays membres au sujet de l'abus et de l'usage détourné de ces médicaments. L'action pour contrôler l'offre et la demande doit être prise en coopération étroite entre les autorités publiques et les médecins, les pharmaciens et les industries pharmaceutiques.

Enfin, les Ministres ont adopté un programme d'action pour 1982 et 1983 portant notamment sur les points suivants:

- coopération européenne intensifiée en matière de lutte contre le trafic illicite;
- problèmes liés à la répression de l'usage des drogues;
- problèmes liés à la détention des toxicomanes;
- prise en charge des toxicomanes lourds et problèmes relatifs au personnel de traitement ainsi qu'aux services de réinsertion sociale;
- équilibre entre l'offre et la demande licites des opiacés;
- échange d'information sur la recherche en Europe;
- contrôle des précurseurs;
- développement des systèmes administratifs nationaux de contrôle pour l'évaluation des problèmes sociaux et de santé publique dans le domaine de l'abus des drogues.

LE CONSEIL DE L'EUROPE PRIME POUR SON ACTION EN FAVEUR DU PATRIMOINE SUBAQUATIQUE

Le Prix Spécial «Tridente d'Oro» 1981 a été décerné au Conseil de l'Europe lors du 23ème Festival International des Activités sous-marines à Ustica (Sicile) pour son action en faveur du patrimoine culturel subaquatique.

Institué en 1959, ce prix consacre l'activité la plus importante de l'année dans le domaine subaquatique. Il comprend sept catégories: activités scientifiques - édition, littérature, journalisme et activité de diffusion de l'information - cinéma et télévision: Art figuratif -compétition sportive - techniques subaquatiques - Prix spéciaux.

L'action du Conseil de l'Europe repose sur une étude comparative des législations des 21 pays membres, entreprise par la Commission de la Culture et de l'Education de son Assemblée Parlementaire. En 1980 l'Organisation a créé un Comité d'experts gouvernementaux chargés d'élaborer une Convention Européenne sur le patrimoine culturel subaquatique.

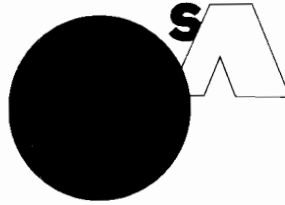
Par le passé le Prix Spécial «Tridente d'Oro» a été attribué au Gouvernement grec (1961) pour les pêcheurs d'éponges et au Gouvernement japonais (1962) pour les pêcheurs de perles.

Le «Tridente d'Oro» est monté sur une pierre de lave d'Ustica. Ses dimensions sont d'environ 8 cm et son poids de 46 grammes.

"Pio Manzù" International Research Centre on the habitat

Research and activities promoting the development of interdependence between Europe and the Arab World

Consultative organ of the United Nations and UNIDO



29 ottobre 1981

Illustre Dott.
Roberto Cestelli
Redattore di "Bulletin Européen"
Foro Traiano 1/A
00187 Roma

Illustre Dottor Cestelli,
al termine della VII edizione delle Giornate internazionali di studio mi consenta di esprimere il ringraziamento più vivo per la collaborazione ricevuta. L'attenzione dedicata dalla stampa nazionale ed internazionale (e segnatamente dalla Sua testata) ai temi trattati a Rimini, se da un lato ha testimoniato dell'attualità degli argomenti prescelti, ha anche rilevato la preoccupazione vigile del "Pio Manzù" nei confronti dei problemi cogenti dell'economia internazionale.

Problemi, ai quali si è cercato di dare positiva occasione di approfondimento e che trovano quotidiano spunto di analisi, penso, anche nel corso del Suo quotidiano lavoro.

Nella speranza di poter continuare ad avvalorare fra i nostri amici, voglia gradire rinnovati ringraziamenti ed i migliori saluti.

Gerardo Filiberto Dasi
Segretario Generale

- Scientific Committee
- President Luigi Preti
Vice-President Abdulla Saudi
Members Giulio Andreotti,
Guido Carli,
Silvio Ceccato
Claude Cheysson
Theo Crosby
Luigi Deserti
Tino Lipparini
Samir Makdisi
Herbert Ohl
Rinaldo Ossola
Aurelio Peccei
Kenzo Tange
Jan Tinbergen
Seigio Zavotti
- President Executive Board
Secretary-General Ercole Checconi
Gerardo Filiberto Dasi

- Advisory Committee
- Renato Altissimo
Luigi Cocchi
Francesco Forte
Siro Lombardini
Gianmario Parravicini
Eugenio Peggio

- Programme Commission
- Co-ordinator Vittorio Vaccari
Members Hatem Abou Said
Ivo Ailodi
Antonio Barrese
Erwin K. Baumgarten
Giorgio Bernini
Mario Colasurdo
Gerhard Forster
Luigi Gambarini
Donatello Gianni
Antoine Helal
Isao Hosoe
Empedocle Maffia
Pietro Marinetti
Alberto Masoero
Edmondo Mondini
Giampaolo Pacini
Siro P. Padolecchia
Danilo Preti Mondini

CONSEIL DE L'EUROPE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Référence à rappeler : COMMISSION DES QUESTIONS ECONOMIQUES
ET DU DEVELOPPEMENT

AE 52

Strasbourg, le 9 octobre 1981

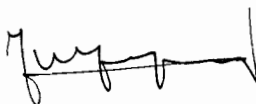
Monsieur,

M. Grímsson m'a demandé de vous exprimer sa reconnaissance pour avoir consacré le numéro de juin-juillet 1981 du Bulletin européen à son rapport sur "Les perspectives mondiales : besoins de l'humanité et ressources de la planète".

Sans doute votre initiative aidera beaucoup à promouvoir une meilleure connaissance des thèses formulées dans ce rapport et des propositions que l'Assemblée parlementaire a formulées afin d'établir un plus grand équilibre entre les besoins de l'humanité et les ressources mondiales.

Je profite de cette occasion pour attirer votre attention sur le fait que l'Assemblée parlementaire, en coopération avec la FNUAP, organisera du 7 au 9 décembre 1981 un Colloque sur "Les tendances et perspectives démographiques en Europe et dans les pays en développement" où le rapport de M. Grímsson sera un document de base. C'est pourquoi je voudrais vous demander s'il vous serait possible de m'adresser un cinquantaine d'exemplaires du Bulletin européen consacré au rapport de M. Grímsson pour les tenir à la disposition des participants au Colloque. Pour votre information je joins à cette lettre le programme du Colloque, ainsi qu'une lettre d'invitation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Johannes de Jonge
Secrétaire de la Commission des
questions économiques et du développement

P.J.

Monsieur Roberto CASTELLI
Rédaction du Bulletin Européen
Foro Traiano 1/A
ROME
Italie

Adresse postale : BP 431 R6-67006 Strasbourg Cedex — Téléphone : Strasbourg (88) 61.49.61

Adresse télégraphique : EUROPA Strasbourg — Téléc : Strasbourg 870943

MOHAMED DOUIEB

DIRECTEUR GENERAL

DE L'OFFICE NATIONAL DE RECHERCHES
ET D'EXPLOITATIONS PETROLIERES

RABAT, le 26 OCT. 1981

4, Avenue de France - RABAT

Tél : 721-75
TELEX : 31715M

BULLETIN EUROPEEN

A L'ATTENTION DE MONSIEUR LE PRESIDENT
FONDATEUR J. CONSTANTIN DRAGAN

FORO TRAIANO 1/A, ROMA

---ITALIE---

/)/)ONSIEUR LE PRESIDENT,

Je vous remercie vivement de continuer à m'adresser la série de Bulletin Européen, EXCELLENTE TRIBUNE LIBRE que vous publiez.

A titre de contribution modeste au forum intellectuel que constitue votre publication, je vous adresse à toutes fins utiles le texte d'un exposé sur le sujet "Pays en Voie de Développement et l'Energie".

Je saisis cette occasion pour vous demander de bien vouloir m'envoyer les prochains numéros à la nouvelle adresse précisée en haut de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, /)/)onsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.-

Le Directeur Général

Mohamed DOUIEB

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

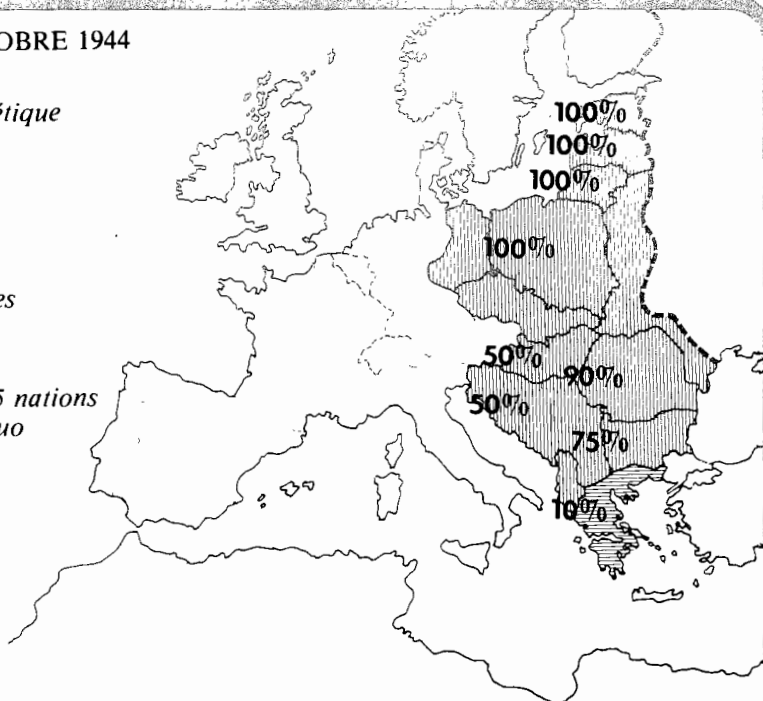
Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

| | |
|---|----|
| <i>R. Cestelli: La maladie de l'Europe s'appelle Yalta</i> | 1 |
| <i>Ch. Schmidt-Häuer: Brejnev à Bonn</i> | 5 |
| <i>H.-D. Genscher: Europe politique d'abord!</i> | 8 |
| <i>P. van Oye, M. Grognez: La France socialiste, 3 mois après ...</i> | 11 |
| <i>Conseil Fédéral du Mouvement Européen (résolution)</i> | 12 |
| <i>B. Schulte: A Sakharov a gagné</i> | 14 |
| <i>Documents du Conseil de l'Europe</i> | 15 |

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo 70%
Editrice Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11